



Le Journal du Chaos

Celui qui contrôle la peur des gens devient le maître de leurs âmes. Machiavel

Semaine 10 du 1er au 7 mars - 2021





Avec la crise sanitaire, nous prenons conscience de notre extrême fragilité biologique. Ainsi, la pandémie permet de faire converger toutes les peurs des citoyens, accroissant en retour la fragmentation de la société française. Réelles ou supposées, les peurs (terrorisme, crise sociale, économique et sanitaire) se fondent en un alliage faisant de l'autre un adversaire potentiel.

Autrui devient ce possible ennemi qu'il faut combattre et surveiller. D'où l'appel, en 2019, du Président à instaurer la « société de la vigilance », traduction moderne du monde panoptique et illibéral de Jeremy Bentham. La fragmentation de notre société découle de ces peurs. En se déchirant, notre tissu social transforme la nation : les citoyens se regroupent par affinités afin de survivre, y compris aux dépens des autres, à un monde perçu comme hostile. Tout pouvoir aura alors la capacité, voire la nécessité, de désigner des adversaires dont chaque citoyen doit se méfier. Il est facile alors de proposer, au nom de la sécurité des citoyens et de la sûreté de l'Etat, lois et décrets permettant de limiter les libertés fondamentales au nom d'une protection d'autant plus indispensable qu'elle doit justifier son utilité en empêchant le danger de devenir réalité (...) Allons-nous accepter de poursuivre ce glissement vers la société de la vigilance telle que souhaitée par Emmanuel Macron ?

Gaël Perdriau, maire de Saint-Etienne.

Politique

Emprise covid

Pas rassurant du tout. Alors que le tout premier cas avait été détecté fin décembre à Tours, le variant anglais, plus contagieux, représente aujourd'hui la moitié des cas de Covid en France, passant de 3 % début janvier à 49,3 %, selon les chiffres de la semaine dernière.

L'Île-de-France, Provence-Alpes-Côte d'Azur et les Hauts-de-France font partie des régions les plus touchées. Quant à la proportion des souches sud-africaine ou brésilienne, elles s'élèvent à 5,6 % au niveau national et à plus de 10 % dans 11 départements.

Malgré le couvre-feu dès 18h, l'Île de France et l'Oise sont sous surveillance renforcée et l'agence régionale de santé tire la sonnette d'alarme car une aggravation de la situation est à envisager.

Preuve que les mesures prises ne sont pas efficaces. Sans compter le manque de vaccin qui tourne à la bouffonnerie. Donc inutile d'imposer un couvre-feu à 18h qui pénalise tout le monde et rend la vie difficile. Sans parler d'un président et d'un gouvernement qui naviguent à vue et qui nous baladent au fil de ses incertitudes.

Inégalité devant les vaccins. L'ONU confirme : mi-février, sur plus de 200 millions de doses administrées dans le monde, dix pays s'en étaient appropriés les trois quarts, et 46 au total concentraient 92 % des injections, alors que 132 nations n'ont pas reçu une seule dose.

Le ministère de l'Économie a indiqué que le vaccin développé par l'Américain Janssen, filiale de Johnson & Johnson, pourrait arriver en France au mois de mai, plutôt qu'avril comme initialement prévu. C'est un vaccin à vecteur viral et non ARN messager. Il se conserve au frigo entre 2 et 8°C.

Si les vaccins non ARN ne présentent aucun inconvénient majeur pour une très grande partie de la population, il n'en reste pas moins qu'ils contiennent de l'aluminium et du mercure (AstraZeneca notamment mais aussi Janssen)

Johnson & Johnson devrait vendre son vaccin Janssen à prix coûtant c'est-à-dire 6,93 €. Le vaccin de Moderna s'élève à 15 € la dose, celui de Pfizer/BioNTech à 15,50 € et AstraZeneca à 2 €.

Ils sont sept millions de Français âgés de 65 à 74 ans qui étaient, jusqu'à la semaine dernière, les grands oubliés de la campagne vaccinale. L'exécutif vient enfin d'annoncer leur intégration dans le calendrier officiel. Mais comme y a pas de vaccins !!!

Alors que le sérum d'AstraZeneca était jusqu'alors réservé aux 50-64 ans avec des facteurs de risque, désormais, il est étendu aux 65-75 ans atteints de comorbidités soit 2,5 millions de Français en plus. Vu les dégâts à venir, ça va soulager le budget de la Sécu.

Allez comprendre pourquoi, les vaccins Pfizer et Moderna – nettement moins dangereux que l'AstraZeneca - sont réservés aux plus de 75 ans, administrés dans

des centres de vaccination et pas aux 65-75 ans ? Sauf que ces centres sont en manque de vaccins.

Le ministère de la Santé le reconnaît : l'AstraZeneca, c'est « un sujet ». Selon les chiffres confirmés par le ministère mardi 2/2, seul 24% des doses d'AstraZeneca reçues (sur plus d'1,7 million en tout) ont été injectées. Souci : les professionnels de santé boudent ce vaccin, dont les effets secondaires (pseudo-syndromes grippaux) sont jugés trop handicapants.

Selon un ministre : « A court terme, la situation est risquée. On s'attend à une montée des contaminations mi-mars, si c'est bien le cas, le resserrement des contraintes sera inéluctable. » L'Élysée confirme.

Le Covid-19 est devenu la première maladie nosocomiale en France, loin devant toutes les autres infections contractées dans un établissement de santé. Dieppe, Arras, Menton, Quimper, Pau... La liste des établissements touchés s'allonge. Santé publique France (SPF) a recensé 44 401 cas de Covid nosocomial entre janvier 2020 et le 14 février 2021.

Début février, Macron a donné l'ordre à Olivier Véran de se procurer fissa plusieurs dizaines de milliers de doses d'un traitement à base d'anticorps monoclonaux conçu par le laboratoire Eli Lilly (la médication reçue par Donald Trump). Payé 2 000 euros l'unité, ce médoc a déjà été envoyé à 83 hostos, bien que de nombreux experts se montrent dubitatifs.

Grande est la méfiance des personnels de santé vis-à-vis des vaccins. Ainsi cet aide-soignant à Lorient, et responsable CGT refuse de se faire vacciner. Motif : « Le taux de mortalité du virus n'est que de 0,05% et le taux de guérison de 99,95% ». A bon entendeur...salut !

De-ci... de-là...

Le Conseil scientifique, présidé par Jean-François Delfraissy, n'est plus ce qu'il était. Depuis plusieurs semaines, l'organisation sortie de la boîte à idées du gouvernement le 10 mars 2020 pour aider l'Etat dans sa prise de décision face à la Covid-19, est confrontée à des ratés de communication qui fissurent la belle unité d'origine.

Schisme. Bataille d'ego ? Divergence d'opinions ? Question de style ? Ce schisme du conseil scientifique est à l'image des crispations qui agitent les experts sur la manière d'aborder l'épidémie, que l'on affronte depuis un an sans en comprendre tous les ressorts.

Une circulaire adressée aux préfets et signée par Marlène Schiappa le 17 février a mis le feu aux poudres. Il est ainsi rappelé que le gouvernement « fait de l'intégration des étrangers primo-arrivants en situation régulière sur le territoire une priorité contribuant à notre cohésion sociale » avec des moyens accordés aux préfets qui « ont plus que doublé depuis le début du quinquennat ».

La présidente du RN Marine Le Pen est montée au créneau, critiquant la position de la ministre : « Le rôle d'un ministre français n'est-il pas de tout faire pour aider nos compatriotes avant tout ? Pourquoi cette obsession de toujours

favoriser les derniers arrivés au détriment des citoyens, de choisir la préférence étrangère au lieu de la priorité nationale ?»

Le secrétaire national d'Europe Ecologie Les Verts estime qu'en 2022, Emmanuel Macron perdrait au second tour face à Marine Le Pen. Il assure que seuls la droite et les écologistes peuvent l'emporter face à la présidente du Rassemblement national.

Bruno Bernard, le président écologiste de la Métropole de Lyon proposera au conseil métropolitain du 15 mars un « RSA jeune », avec des premiers versements dès juin. Ce dispositif consistera en un revenu de 300 à 400 €, accordé dès l'âge de 18 ans et jusqu'à 25 ans, aux jeunes adultes en grande précarité.

Si Emmanuel Macron et l'exécutif, préférant miser sur l'insertion, se refusent toujours à mettre en place une telle mesure, tous à gauche font du RSA jeune une disposition majeure de leur projet. A titre temporaire (pendant la crise) ou pérenne. Histoire de récupérer un électorat qui leur échappe.

De son côté la région Ile-de-France vient de lancer un « revenu jeunes actifs » (RJA) de 500 à 670 euros par mois conditionné à une formation gratuite pour les 18-25 ans sans emploi. Opposée au RSA jeunes, Valérie Pécresse met en avant que le RJA assure un débouché en plus d'une rémunération.

Les 150 Français tirés au sort pour composer la Convention citoyenne pour le climat (CCC) ont sévèrement jugé le projet de loi climat et résilience, inspiré de leurs travaux. Avec seulement 120 inscrits, aucune thématique n'a obtenu une note au-dessus de la moyenne. Et pour cause, les membres de cette Convention étaient profondément divisés entre radicaux et modérés.

Un sondage réalisé par Harris Interactive en janvier dernier a mis le feu au poudre en donnant Marine Le Pen et Emmanuel Macron au coude à coude (48 contre 52). Depuis lors, le paradigme a changé.

La question centrale n'est plus de savoir quel candidat est le mieux placé pour battre Emmanuel Macron. Elle est en passe de devenir s'il est bien, lui, le plus à même de battre Marine Le Pen...

Un vieux dossier traîne dans les tiroirs, celui de la femme de Bruno Le Maire, Pauline, qui était alors sa fictive assistante parlementaire puis celle de son suppléant pour une rémunération totale – de 2007 à 2013 -, de 220 000 €. La femme de Fillon, Pénélope, a quant à elle plongé pour le même motif. Justice, dites-vous ?

On se souvient de la bronca soulevé par le maire de Lyon, Grégory Doucet, pour avoir annoncé que les repas de cantine seraient sans viande. En fait, la vraie raison tiendrait surtout au fait de pouvoir contourner l'obstacle du halal dans une capitale des Gaules de plus en plus islamisée.

Selon Bernard Sananès, président de l'institut Elabe, quatre mots caractérisent ce que l'opinion publique ressent après un an de crise sanitaire : « tristesse, colère, nostalgie et peur ». « La colère des retraités sur la vaccination pourrait créer une difficulté politique majeure pour Macron » estime-t-il.

Nouvelle-Calédonie. Les indépendantistes qui ont remporté, pour la première fois, la majorité au sein de l'exécutif collégial n'arrivent pas à se mettre d'accord entre

eux. A savoir le Front de libération nationale kanak et socialistes du FLNKS. En arrière fond, la vente de l'usine de nickel, car les Chefferies kanak et indépendantistes sont en croisade pour interdire cette vente. Vente à laquelle vient de s'inviter l'Américain Elon Musk, patron de Space X, Tesla, etc.

Alors qu'il avait à l'époque confié qu'il ne se présenterait pas aux prochaines régionales, le vice-président du RN Jordan Bardella a finalement annoncé sa candidature en tête de liste en Ile-de-France. Bardella a vécu sa prime jeunesse en Seine-Saint-Denis. Il connaît donc bien le terrain.

Interrogé sur son avenir politique, alors que certains à droite voyaient en lui un éventuel « recours » pour la présidentielle de 2022, Nicolas Sarkozy l'assure : « *J'avais dit que je ne serai pas candidat à l'élection présidentielle, je le maintiens* ». Il donne confirmation.

Faut-il rembourser ou pas la dette ? Politiques et économistes s'étripent sur le sujet. La réalité est que la dette totale (covid inclus) atteint 2 700 milliards € soit 116% du PIB.

La présidente de la région Ile-de-France s'apprête à faire appel à Charlotte Orgebin, en partance du Comité de prévention de la radicalisation, pour muscler son équipe de campagne. Elle formera avec Patrick Stefanini un duo déjà éprouvé auprès de François Fillon à la présidentielle. On connaît la suite.

Elysée

Désormais, le chef de l'État ne se refuse plus à évoquer l'hypothèse d'un reconfinement national, après les premiers reconfinements ciblés. « *La situation est très complexe. C'est vrai que nous étions très optimistes* », explique un conseiller.

En visite à Stains (Seine-Saint-Denis), Emmanuel Macron a répondu à une jeune qui lui suggérerait un couvre-feu à 19h, « *il faut tenir encore quelques semaines, plus précisément quatre à six semaines* ». Nous voilà prévenu.

Macron est monté au créneau sur l'affaire des cantines scolaires de Lyon : « *On ne va pas s'occuper des menus des cantines dans toutes les communes de France. Il ne faut pas ouvrir plusieurs fronts à la fois. On n'a qu'un front, c'est le Front national* ». Alea jacta est !

Mais quand va-t-on enfin en finir avec cette foutue guerre d'Algérie ? Emmanuel Macron rallume la mèche en reconnaissant la responsabilité de la France dans la mort de l'avocat Ali Boumendjel en 1957 au plus fort de la bataille d'Alger. Et sa veuve, Malika, décédée en 2020, vivait à Puteaux (Hauts-de-Seine). On se demande bien pourquoi ?

Gouvernement

La polémique sur les cantines scolaires à Lyon a provoqué un choc au sein du gouvernement où Gérard Darmanin – Intérieur - s'est opposé à Barbara Pompili – Ecolo - et Jean-Baptiste Moreau, député LREM, à Hugues Ranson, député LR.

Etalant par là même son manque de ligne politique sur l'écologie. Et pourtant, ce pétard a été allumé par Macron lui-même avec sa Convention citoyenne. Où ça râle pareillement.

Bruno Le Maire va présenter dans les semaines à venir un dispositif pour inciter les Français à dépenser leur épargne accumulée depuis un ans. Parmi les pistes, une incitation aux transferts ou aux dons entre générations. Le gouvernement se refusant à toute taxation de cette épargne.

La ministre déléguée chargée de la Citoyenneté, Marlène Schiappa, a annoncé vouloir renforcer la Mission interministérielle de vigilance et de lutte contre les dérives sectaires (Miviludes), alors que cette dernière était menacée de disparition.

De plus, un conseil d'orientation de la Miviludes va être créé, dont fera partie l'ancien président de la Miviludes, le député LR Georges Fenech, spécialiste des mouvements sectaires.

Empêtrée dans des dossiers polémiques et complexes, fâchant notamment une partie de la majorité En Marche à l'Assemblée nationale, la ministre de la Transition écologique, Barbara Pompili, est de plus en plus isolée au sein du gouvernement.

Gros désaccord au sein du gouvernement au sujet du confinement. Pour Jean Michel Blanquer « *il faut tout faire pour laisser les écoles ouvertes* » quand Bruno le Maire considère « *qu'il faut laisser tous les commerces ouverts mais fermer les écoles* ».

Jean Castex dixit : « *Il ne faut pas laisser croire aux Français qu'un confinement, une bonne fois pour toutes, est la solution. On l'a fait en mars dernier et cela n'a pas spécialement mis fin à l'épidémie. D'ailleurs, l'Allemagne sort de huit semaines de confinement dur, et cela n'a pas stoppé le virus* ».

On n'aura pas manqué de remarquer la grande discrétion de Gerald Darmanin face à la pandémie. « *C'est un fin politique, il joue une bonne partition. Il a compris que toutes les personnalités surexposées sur la gestion du Covid risquent d'être balayées demain, quand on passera à autre chose* », confie un conseiller de l'exécutif.

Le chef de la diplomatie française, Jean-Yves Le Drian, a expliqué à l'Assemblée qu'il nous faut continuer de dialoguer avec la Russie, « *même si c'est un voisin parfois désagréable, parfois horripilant, parfois insupportable, parfois tout à fait condamnable, mais c'est notre voisin* ». Un peu court comme argument.

Institutions

Le préfet des Alpes-Maritimes a commis un décret n'autorisant pas, entre autres, les lieux de culte à ouvrir. Mais voilà, Christian Estrosi est monté au créneau, sous la pression semble-t-il du mouvement Cathy intégriste Civitas, pour faire abroger l'arrêté. Il faut dire que Civitas et les Associations familiales catholiques avaient déposé un recours en justice.

Christophe Castaner, patron de LREM à l'Assemblée n'a pu s'empêcher de s'écrier : « *Quand la majorité s'avise de défendre le gouvernement, ce serait bien qu'auparavant elle cherche à savoir ce que pense le gouvernement* ». Et toc !

Gros malaise à la mairie de Paris où le syndicat CGT est majoritaire avec ses 4000 encartés. Or, 600 d'entre eux sont en train de quitter la fédération. Et, surprise, 80% d'entre eux sont des femmes. Les scissionnistes parlent d'archéo-stalinisme. Et les femmes se plaignent que dans les manifs elles sont l'objet d'agressions sexuelles et autres mains au cul ! .

La mère Hidalgo, furieusement sous anxiolytique, veut supprimer 70 000 places de parking dans les rues de Paris. Des composteurs ou des bancs y seraient installés. Et c'est David Belliard, adjoint aux transports, qui a annoncé la mesure. De même qu'est envisagé de taxer les motos avec un stationnement payant. Heureux ?

Les députés ont fixé à 15 ans le seuil de non-consentement pour les mineurs victimes d'actes sexuels de la part d'adultes lors de travaux en commission.

Divers

Le pseudo humoriste franco-marocain Yassine Belattar a reproché à Jean Messiha, du RN, d'avoir participé à la manifestation du groupe Génération identitaire à Paris, précisant qu'il s'y trouvait « avec des Blancs ». L'ancien cadre du RN l'a alors accusé de racisme.

Le tout nouveau réseau social Clubhouse, qui permet de créer des conversations avec un ou plusieurs modérateurs, séduit déjà plusieurs membres du gouvernement.

Uniquement sur invitation, le nouveau réseau social, où se trouvent de nombreux journalistes, décideurs économiques et personnalités issues du monde de l'influence, a vu participer ces derniers jours les ministres Jean-Baptiste Djebbari, Clément Beaune, Cédric O ou encore Franck Riester. Des élus, sénateurs, maires et députés notamment, s'y mettent aussi désormais.

Haïm Korsia, le Grand Rabbin de France, était à l'honneur il y a quelques jours lorsque le conseil permanent de la Conférence des évêques de France a remis solennellement une Déclaration sur la lutte contre l'antisémitisme, en présence de Francis Kalifat, président du Crif.

En Moselle, placé en zone à risque en raison de la circulation de variants du virus, un test antigénique de moins de 48h sera demandé à compter du mardi 2 mars pour passer la frontière avec l'Allemagne.

Les contrôles se feront de façon aléatoire et pas aux points de passage de la frontière afin d'éviter de pénaliser la vie locale. La mesure concerne quelque 16 000 travailleurs français qui se rendent chaque jour en Allemagne.

Jean-Michel Baylet a été auditionné par la brigade de protections des mineurs le 25 février pour viol et agression sexuelle sur mineur. L'ancien ministre de François Hollande et François Mitterrand dénonce des « allégations mensongères ». Pour des faits qui se seraient déroulés il y a 41 ans !

Tambouille macro-machin

La Une de *Libération* du 27/02 a semé la panique dans les rangs de LREM. Il était écrit que les électeurs de gauche comme de droite ne feraient pas obstacle à Marine Le Pen en cas de duel à la présidentielle entre elle et Emmanuel Macron.

Ancien président du conseil régional de Bourgogne, François Patriat se félicite de la désignation imminente de Denis Thuriot, maire LREM et président de l'agglomération de Nevers, comme tête de liste d'En Marche ! aux régionales de juin en Bourgogne-Franche-Comté.

Après une élection serrée face à Aurore Bergé, l'ancien ministre de l'Intérieur, Christophe Castaner, a plutôt réussi son atterrissage à la tête de LREM à l'Assemblée. « C'est efficace. Il fait de la délibération interne avant de porter la position du groupe auprès de l'exécutif. Le rapport de force est mieux mené », avance Laurent Saint-Martin, le rapporteur général du budget.

L'aide publique annuelle accordée à LREM passe de 12,1 à 10,9 millions d'euros pour 2021. Le parti compte 272 députés et 20 sénateurs affiliés. Contre 301 et 25 en 2020.

Droite

L'ancien conseiller de Nicolas Sarkozy, Patrick Buisson, mettant ses projets de think-tank entre parenthèses, aurait repris du service auprès de Marine Le Pen, l'abreuvant de notes et de conseils en vue de 2022.

Concernant la peine infligée par le tribunal correctionnel de Paris à Nicolas Sarkozy, la réaction la plus violente a été celle de Christian Jacob. Il parle d' « acharnement judiciaire » et de « peine disproportionnée » et réclame une enquête sur les méthodes et l'indépendance du Parquet national financier.

Mais, ce n'est pas sans arrière-pensée, car vu le nombre de candidats, Jacob estime que c'est « le grand bordel » et que si personne ne se détache, il n'en restera qu'un : Sarkozy.

Gauche

Après avoir recyclé fin novembre « une intox selon laquelle les écologistes à la Mairie de Paris se seraient opposés à une rue au nom de Samuel Paty », la maire socialiste de Paris, Anne Hidalgo, a affirmé : « Nous n'avons pas proposé de confinement strict de trois semaines ». Sauf que deux de ses adjoints ont avancé publiquement cette proposition, les 25 et 26 février, et ce à plusieurs reprises.

L'embryon d'union de la gauche pour les régionales dans les Hauts-de-France a finalement débouché sur un premier accord. Le député du Nord de La France insoumise (LFI) Ugo Bernalicis, l'un des chefs de file locaux du mouvement pour ce scrutin, l'a fait savoir.

L'article de *Libé* laissant entendre que les gens de gauche ne voteraient pas Macron en cas de duel avec la mère Le Pen a fait du bruit. Jean-Luc Mélenchon savoure sa revanche sur les « castors », à savoir les opposants au RN.

« Les castors sont fatigués » et « disent qu'ils ne participeront plus à la comédie », résume par écrit Jean-Luc Mélenchon. Jadis raillé par eux, le candidat pour 2022 espère désormais les embarquer dans sa croisade contre la « dérive autoritaire du macronisme ».

Franchouillardises

735 000 bébés sont nés en 2020 en France, soit le plus faible nombre annuel de naissances depuis la fin de la Seconde Guerre mondiale.

Un Français mange 33 kg de poisson par an, 20 kg de plus qu'un Allemand.

83 % des ménages français possèdent un ordinateur et 96 % un téléphone portable.

Un Américain et un Saoudien émettent 17,6 tonnes de CO₂ par an. L'émission d'un Français et d'un Chinois s'élève à 6,4 tonnes

« Jean-Luc verrouille tout autour de lui, c'est pour cela que rien ne sort » confie un proche de Mélenchon. Aucune tête ne doit dépasser pour qu'on ne parle que de Mélenchon. Adieu les Corbière, Autain et autres Ruffin. C'est Antoine Léaument qui gère de main de maître ses apparitions médiatiques.

Société

Le fabricant de sous-vêtements fabriqués en France, Le Slip Français, s'est attiré les foudres d'internautes et d'élus du RN après que le militant identitaire Damien Rieu a partagé sur Twitter des captures d'écran de son site internet annonçant que l'entreprise « reversera 5% de ses ventes » à la Fabrique nomade, une association d'insertion de « couturiers réfugiés et migrants ».

Selon les chiffres de la Direction de la recherche, des études, de l'évaluation et des statistiques (Drees), 2,06 millions de foyers percevaient le revenu de solidarité active (RSA) au 31 décembre 2020. Ce qui représente une augmentation de 7,5% du nombre de bénéficiaires sur l'année.

Sondage de l'Ifop pour la Licra sur le sentiment religieux chez les jeunes. En moyenne, les lycéens sont deux fois plus en faveur que le reste des Français au

port de « signes religieux ostensibles » au collège/lycée ou pour les agents du service public (policiers, enseignants).

C'est le cas pour plus de 85% des jeunes musulmans (qui ne représentent que 14% des effectifs lycéens), mais c'est aussi le cas pour près de 50% des élèves catholiques et 45% des non religieux. Pour l'ensemble des Français ce taux n'est que de 25%.

Faits divers

Le jackpot record de 210 millions d'euros a été remporté par un gagnant unique ayant parié en Suisse. Il a coché la bonne combinaison de l'EuroMillions : 6-12-22-29-33, étoiles 6 et 11. Y-a-pas de morale, fallait que ça tombe en Suisse !

L'EuroMillions est commercialisé dans neuf pays. Le pactole a été raflé 111 fois en Grande-Bretagne, à 110 reprises en France. Viennent ensuite l'Espagne (109) et le Portugal (78). Chaque joueur a une chance sur 140 millions de décrocher la timbale.

Rififi à Aulnay-sous-Bois. Les habitants de la rue Maxime Gorki qui se présente comme une enfilade de petits pavillons tranquilles protestent vertement devant le changement de nom de leur rue en Jacques Chirac.

La mairie, *horresco referens*, ne les a pas consulté. Le maire, Bruno Beschizza est Républicain. Ce n'est pas tant Chirac qui choque que de changer de rue avec tout ce que cela comporte d'emmerdes administratives.

Un ancien gardien de la paix a été condamné par la cour d'appel de Paris à sept années de prison. Il est reconnu coupable d'avoir adhéré à la cause djihadiste entre 2014 et 2016 et d'avoir notamment cherché des noms de personnes radicalisées dans des fichiers de police.

Un resto clandestin parisien a été investi par les condés le 24 février dernier, non loin de la chaîne info BFMTV. Attablés et faisant bombance, des cadors de l'AP-HP, un gradé des sapeurs-pompiers de Paris, tous consultants santé de la chaîne ! Ah, les belles heures du Paris sous l'Occup !

Un homme de 21 ans, de nationalité algérienne, était présenté à un juge d'instruction mercredi 3/3 en vue d'une mise en examen pour « tentative de meurtre aggravée », après l'agression, samedi à Reims, d'un photographe du journal L'Union. Le pronostic vital de la victime reste engagé.

Migration/islam

La plateforme multilingue de l'Office français de l'immigration et de l'intégration d'Île-de-France a accordé 625 rendez-vous à des étrangers pour une demande d'asile au cours de la huitième semaine de l'année. Parmi les 40 nationalités on trouve des Afghans (18,7%), des Ukrainiens (17,4%), des Ivoiriens (8%), des Soudanais (7,4%) et des Somaliens (6,9%).

Retour sur Trappes, ville de tous les dangers. Comme le confirme une source du contre-espionnage, la ville regroupe, malgré elle, une absence de mixité, une désertion des services publics et une classe politique qui a longtemps joué avec le feu.

Le problème ne porte pas sur le nombre de mecs dangereux mais sur le terreau social qui explique leur présence. Et le maire, Ali Rabeh, se plaint du niveau de français des élèves. Où domine l'arabe ? L'Union des musulmans de Trappes a refusé de répondre à une enquête du *Parisien*.

Dimitris Choulis, avocat grec spécialisé dans le droit des réfugiés, s'est fait plus d'un ennemi sur l'île de Samos. Il dénonce les pratiques de pushback, les refoulements illégaux de potentiels demandeurs d'asile par les gardes côtes grecs vers les eaux turques.

Sur le terrain, les témoignages de migrants renvoyés avec violence en Turquie sont quasi quotidiens. En 2020, Mare Liberum a recensé près de 10 000 refoulements effectués en mer Egée

« Avant, les réfugiés qui arrivaient en Grèce par la mer appelaient le 112 pour que les gardes côtes viennent les sauver mais, après de multiples expériences de refoulement, les migrants savent qu'il faut désormais contacter des ONG comme Aegean Boat Report ou AlarmPhone », précise-t-il. Les autorités grecques en ont marre et prennent les bonnes mesures.

Ecologie/ sciences & techniques

Le tribunal de grande instance de Montpellier vient de demander à la société d'exploitation Énergie renouvelable du Languedoc (ERL-Valeco), de détruire 7 éoliennes de 93 mètres de haut situées sur la commune de Lunas, entre pays lodévois et Larzac, au nord du département. Espérons que ce ne sera pas une victoire à la Pyrrhus !

Un iceberg de 1.270 km², superficie comparable à celle de la Martinique ou du Val-d'Oise, s'est détaché de la plateforme de glace de Brunt dans l'Antarctique dont l'épaisseur atteint 150 mètres, indique le British Antarctic Survey (BAS).

Patrick Pouyanné, le patron du géant français du pétrole et du gaz, veut faire de Total un acteur majeur sur le nouveau marché mondial de l'hydrogène, mais il prévient qu'une demande accrue sera cruciale pour stimuler la production à grande échelle et maîtriser les coûts.

Il souhaite produire à la fois l'hydrogène bleu issu du gaz naturel avec des technologies de capture et de stockage du carbone et l'hydrogène vert produit à partir de sources d'énergie renouvelables.

Economie

Et que j'te pédale dans la semoule. Pour ou contre l'annulation de la dette Covid ? La fréquence à laquelle revient cette question donne l'impression qu'il s'agit de l'enjeu majeur pour l'avenir de la nation, malgré la faible charge d'intérêt.

Les responsables politiques s'y engouffrent allègrement, proposant, qui d'allonger la maturité de la dette Covid (François Baroin, Agnès Evren et Aurélien Pradié), qui de cantonner la dette et de la rembourser intégralement à partir de 2031 (François Bayrou), qui de l'annuler (Jean-Luc Mélenchon, Thomas Piketty...), qui de la financer par un impôt sur les riches (le PS).

Il fallait s'y attendre. Malgré leur prolongement de deux semaines, les soldes ont souffert du couvre-feu, de la fermeture des centres commerciaux et des incertitudes sanitaires.

Le patron de la Commission chinoise de réglementation des banques et des assurances, Guo Shuqing, a constaté les risques entraînés par la déconnexion entre marchés financiers et économie réelle. Notamment en Europe et aux États-Unis.

Culture/médias

Le chanteur Patrick Bruel – né Benguigui -, se désengage du site de poker Winamax tout juste bénéficiaire avec un CA de 30 M€. Bruel qui gère un patrimoine de 72 millions d'euros à travers sa société Stand Up Group a décidé d'investir dans des entreprises non cotées comme sa marque d'huile d'olive Leos (2,5 M€). Dans ce domaine, près de l'Isle-sur-la-Sorgue (Vaucluse), il a replanté plus de 3 300 oliviers.

Il garde cependant au chaud les 15 millions d'euros qu'il a placé dans la banque privée Pictet et 10 M€ dans les livres de Rothschild Martin Maurel. Faut quand même pas déconner. Leos est son dernier investissement. A l'image d'un Aznavour qui avait investi itou.

Le départ soudain de Jean-Louis Pelé de la direction générale du Groupe *L'Equipe* pour *Nice Matin* révèle une nouvelle fois les limites du mode de gestion familial et patrimonial du Groupe Amaury et allonge la liste de ses dirigeants évincés.

A TFI, pour faire rentrer de l'argent frais, une nouvelle filiale, TFI Factory, propose aux entreprises que leurs événements soient animés par des vedettes du groupe (42 au total) !

Un système inédit de « ménages » organisés par la chaîne elle-même. Leurs services se monnaient de 10 000 à 20 000 € la journée et TFI empoche 15% au passage.

La collection « *Bouquins* » va s'enrichir d'un nouveau titre le 15 avril, *Une révolution culturelle. Dits et écrits*, de Jack Lang. On suit pas à pas celui qui fut ministre de la Culture durant neuf années auprès de François Mitterrand. Au cœur de l'ouvrage, les notes confidentielles que Jack Lang a adressées à Mitterrand.

L'actuel patron du Domaine national de Chambord, Jean d'Haussonville, est bien placé pour succéder à Catherine Pégard à la présidence du Château de Versailles. Il bénéficie du soutien de Stéphane Bern.

Six fauteuils sont à pouvoir à l'Académie française. Un règlement édicté en 2010 empêche les plus de 75 ans de se porter candidat. Ils ne sont pas moins de 14 à postuler au fauteuil n°32, celui de François Weyergans, décédé en 2019. A remplacer également les fauteuils de Marc Fumaroli, Giscard, Michel Serres, Jean-Loup Dabadie et Yves Pouliquen.

Au final c'est l'historien Pascal Ory, 72 ans, qui a été élu au premier tour sous la Coupole au siège de François Weyergans. Ce dernier avait succédé à Alain Robbe-Grillet dont le siège est resté vacant cinq ans. Ce dernier avait refusé de porter l'habit vert et n'a jamais foutu les pieds à l'Académie.

Europe

Union européenne. L'exécutif communautaire va présenter en mars une proposition législative visant à créer un passeport vaccinal commun aux 27. Ursula von der Leyden a acté que le virus a eu raison de l'espace de Schengen.

Le Parlement européen lance une commission d'enquête sur les activités de Frontex. L'Agence européenne de garde-frontières et de garde-côtes est accusée d'avoir participé à des refoulements en mer de migrants. En cause principalement le refoulement des migrants en mer Egée. Cela s'appelle se tirer une balle dans le pied. Au nom des droits de l'homme ?

« *Frontex est chargée d'appliquer une politique qui n'existe pas* », tranche François Gemenne, chercheur de l'Université de Liège et enseignant à Sciences Po. Il y a des désaccords si profonds entre les Etats que l'agence se retrouve face à une feuille blanche.

Le seul consensus porte sur la nécessité de protéger la frontière, mais il n'y a pas de ligne politique. Frontex est donc de longue date dans une forme d'autonomie très confortable pour les Etats, qui peuvent ainsi se dédouaner et lui laisser faire le sale boulot ».

Les accusations de refoulements à l'encontre de Frontex pourraient même avoir partiellement pour source les autorités turques désireuses de discréditer les autorités européennes, dans l'optique de la renégociation de l'accord migratoire, qui aura lieu cette année, comme le suggère l'eurodéputé LR François-Xavier Bellamy.

Allemagne. Le pays a classé en zone à haut risque le département français de la Moselle, un des départements les plus touchés par le covid. Paris demande à Berlin d'éviter des contrôles stricts équivalant à une quasi fermeture de la frontière.

Critiqué par les Américains, boudé par les Européens, le projet de construction du gazoduc Nord Stream II, chargé d'alimenter l'Allemagne et une partie du Vieux Continent en gaz russe se transforme en boulet politique pour la Chancellerie.

Cédant aux sirènes de l'idéologie libérale aux ordres de Bruxelles et de Washington, le gouvernement allemand a engagé une offensive juridique contre le parti nationaliste AfD qui ne cesse de progresser d'élection en élection.

Sont évidemment visées les quelques millions de voix perdues par les partis traditionnels dont la CDU. Avec comme objectif de ramener l'AFD dans un étiage de 5 à 6% contre 10% et plus actuellement.

Angleterre. Terre de division ? A deux mois des élections, les indépendantistes écossais se déchirent. La bataille met aux prises les deux grandes figures du Scottish National Party, Alex Salmond et le chef du gouvernement Nicolas Sturgeon.

En catimini, le gouvernement va augmenter les impôts. L'astuce est de ne pas toucher aux taux de l'impôt sur le revenu ou de la TVA, mais de geler pour au moins trois ans les seuils de revenus à partir desquels l'impôt sur le revenu est dû (12.500 livres pour le taux de base à 20 %, et 50.000 livres pour la tranche supérieure, taxée à 40 %).

Selon le *National Institute of Economic and Social Research* (NIESR), un groupe de réflexion, l'extrême pauvreté (définie à 70 livres, soit 80 euros, par semaine pour un adulte seul, après le coût du logement) a doublé au RoyaumeUni pendant la pandémie, et est passée de 0,7 % à 1,5 % de l'ensemble des foyers.

« *En l'an 2000, il ne restera que cinq rois : le roi de pique, le roi de carreau, le roi de cœur, le roi de trèfle et la reine d'Angleterre* », s'amusait à dire le roi Farouk d'Égypte dans les années 1950.

La famille royale, sous le label Windsor, est une véritable marque dont la vente d'objets dérivés commercialisés par la Royal Collection Trust a généré un revenu de près de 23 millions d'euros. A titre de comparaison, la boutique de l'Élysée n'a rapporté que 77 000 €.

Espagne. Dans les stades de football, dans les arènes de corrida, les salles de spectacle, les parkings, les églises, les gymnases ou les frontons de pelote basque, partout, pourvu qu'il y ait de l'espace, l'Espagne se prépare à la vaccination massive.

Depuis le 24 février, la Galice a institué une amende sanctionnant les personnes refusant de se faire vacciner contre le Covid-19. Selon la presse espagnole, cette amende de 6 000 euros pourrait monter jusqu'à 60 000 euros en cas de refus répété.

Danemark. Les États-Unis demandent au Danemark, leur allié de l'Otan, de pouvoir stationner leurs bâtiments de guerre aux îles Féroé et au Groenland dans le cadre de leur stratégie arctique.

La ministre danoise de la Défense, Trine Bramsen, qui s'est dite ouverte à cette requête, a confirmé que « *les Américains (voulent) des points d'appui logistique* », pour pouvoir, entre autres, « *ravitainer en provisions et en carburant leurs bateaux de guerre* ».

Hongrie. Le divorce entre le groupe du Parti populaire européen (PPE) au Parlement européen et le Fidesz de Viktor Orbán est consommé. Selon un membre du groupe « *il y a un ras-le-bol général dans le groupe à l'égard du Fidesz* ».

Loin de s'être amendé pour recouvrer la confiance de la direction du parti, le gouvernement hongrois a poursuivi sur la voie d'un nationalisme peu compatible avec l'ultra libéralisme du PPE. La Hongrie pourrait choisir de quitter l'Union européenne.

Le président de la République, Janos Ader, ainsi que le Premier ministre Viktor Orbán ont choisi de se faire vacciner avec le produit chinois de Sinopharm.

En plus des trois vaccins homologués par Agence européenne des médicaments (Pfizer/BioNTech, Moderna et AstraZeneca), la Hongrie vaccine depuis la mi-février avec les vaccins russes (Spoutnik V) et, depuis le 24 février, avec le vaccin chinois de Sinopharm.

Pays-Bas. Le choix d'une femme écrivain, Blanche de surcroît pour traduire le poème d'une jeune afro-américaine, Amanda Gorman, qui avait récité son poème lors de l'investiture de Joe Biden, fait polémique. Elle aurait dû être traduite par une négresse comme l'a suggéré la négroïde hollandaise Janice Deul. La « Blanche » a fini par jeter l'éponge.

Pologne. Les autorités polonaises s'apprêtent à fermer treize mines de charbon de 2021 à 2049. Plus par raison économique qu'écologique. « *Les conditions du marché sont telles que la demande de charbon est en plus en plus faible* », explique le ministre Artur Sobon, responsables des Actifs de l'Etat.

Le pilier de cette transition devrait être le nucléaire avec un premier réacteur prévu pour 2033 sur un total de six d'ici à 2043. La Pologne avait interrompu la construction de réacteurs après la catastrophe de Tchernobyl en 1986. Au nucléaire viendrait s'ajouter les énergies renouvelables comme l'éolien et le photovoltaïque.

République tchèque. Son président, Milos Zeman, a déclaré qu'il avait demandé par courrier à son homologue russe de lui fournir des doses de vaccin Spoutnik V, précisant qu'il se passerait de l'approbation européenne pour le distribuer.

Russie. Le principal opposant au Kremlin, Alexeï Navalny, a été transféré dans une colonie pénitentiaire à 200 km à l'est de Moscou afin d'y purger une peine de deux ans et demi de prison, qu'il juge politique. Navalny est visé par de multiples procédures judiciaires.

« *Les tentatives d'imposer quelque chose à la Russie au moyen de sanctions ou d'autres pressions ont échoué dans le passé, et elles échoueront de nouveau* », a déclaré la porte-parole du ministère russe des Affaires étrangères, Maria Zakharova.

Suisse. Les Chambres vont défier le Conseil fédéral. Les sénateurs seront les premiers à débattre de la loi Covid. Les Chambres pourraient forcer le Conseil fédéral à ouvrir restos et cinémas dès le 22 mars et déconfiner plus rapidement que prévu.

International

Etats-Unis. « *Sur ordre du président Joe Biden, l'armée américaine a mené des frappes aériennes contre une structure utilisée par des milices soutenues par l'Iran dans l'est de la Syrie* », a déclaré le porte-parole du Pentagone, John Kirby, Cette frappe a été

effectuée en réponse à plusieurs attaques menées contre des cibles américaines en Irak.

Près de six semaines après son départ de la Maison blanche, Donald Trump s'est présenté comme l'avenir du Parti républicain lors d'un discours prononcé en Floride, où il réside désormais. L'ancien président américain a fait allusion à une possible nouvelle candidature en 2024, tout en attaquant de front son successeur démocrate Joe Biden.

La nomination par Joe Biden de Kristen Clarke comme chef de la division des droits de l'homme au ministère de la Justice fait bondir les milieux juifs américains. Cette Noire est en effet très liée aux intellectuels noirs eux aussi et notoirement antisémites, tel l'essayiste Tony Martin, enseignant à Harvard.

Sites à consulter

[TVLibertés](#)

[le grand reset](#)

[comment l'extrême droit a gagné la bataille des idées](#)

[les dégâts opérés par les vaccins... un rapport anglais](#)

[les pierres bleues de Stonehenge](#)

Journées de lecture



[Livr'arbitres, n°32 décembre 2020 – 12€](#)

[à commander ici](#)

Thème central de ce nouveau. Numéro : Henry de Montherlant. S'il est un auteur qui semble, à tort, bien oublié, c'est bien Henry de Montherlant (1896-1972). Et c'est bien dommage. Vu la qualité des approches, ce numéro constitue un ouvrage de référence sur cet auteur qui outre ses romans fut également un grand dramaturge. Beauté de la langue et du style, posture aristocratique, Montherlant se situe en effet aux antipodes des médiocrités de notre époque. Mais ce numéro nous réserve aussi d'autres surprises : un

dossier sur le polar, un sur le théâtre – de Corneille à Jean Anouilh -, et un très bel hommage consacré à l'écrivain Jean Dutourd (1920-2011), esprit frondeur, facétieux et un tantinet anarchisant. Une magnifique livraison ... comme d'habitude, menée de main de maître par une équipe aux goûts très sûrs. Et loin de la chienlit éditoriale actuelle.

Des vaccins et des virus !

Les techniques

Concernant les vaccins sur le marché, deux techniques opposées sont mises en œuvre. Pfizer et Moderna qui ont recours à l'ARN messager et pour les autres c'est la technique traditionnelle du vaccin vectorisé.



Les vaccins à ARN messager reposent sur une part de l'ADN du virus qui sert à "coder" des protéines. Avantage, ils ne contiennent ni mercure ni aluminium comme c'est le cas avec les vaccins vectorisés. Inconvénient, il faut les conserver à -80°C. Pour l'instant du moins. Contrairement à ce qui a été parfois dit, cette technique est loin d'être nouvelle. Elle est déjà à l'œuvre contre la rougeole, les oreillons, la rubéole (ROR).

Spoutnik, AstraZeneca, Janssen, utilisent la technique d'un vaccin vectorisé ou adénovirus pour déclencher une réponse immunitaire. En vectorisant un vaccin, ils apportent à l'organisme une partie du matériel génétique de la Covid-19 totalement inoffensive, que notre corps pourra reprendre pour fabriquer des anticorps contre la Covid-19. De nombreux cas d'effets secondaires ont été constatés avec le vaccin AstraZeneca – du nom du groupe pharmaceutique né de la fusion (1999) du suédois Astra et du britannique Zeneca.

Mercure et aluminium

Certains vaccins contiennent en quantité infime des dérivés de mercure (thiomérosal, thiomersal ou timerfonate). Le thiomersal est un composé organique contenant du mercure qui est ajouté à certains vaccins pour mieux les conserver. C'est l'agent conservateur le plus fréquemment utilisé pour les vaccins qui se présentent en flacons multidoses.

Utilisé comme adjuvant dans les vaccins depuis les années 90 en France, l'aluminium n'a jamais apporté la preuve de son innocuité. Mais le rôle des adjuvants dans les vaccins est d'améliorer l'efficacité de la vaccination et dans certains cas, ils sont même indispensables.

Une chose est certaine, on n'a aucun recul quant à l'efficacité réelle des vaccins. Et malgré les confinements et autre couvre-feu, le covid court toujours avec ses dérivés anglais, brésiliens et sud-africains. Le corps médical, dans sa majorité est pour la vaccination. Pour la bonne raison que ça ne peut pas être un plus grand mal que le covid lui-même. Mais on n'a aucune information « scientifique » quant à leurs effets secondaires, graves

ou pas. Certains hôpitaux, comme nous le notions, ont arrêté le vaccin AstraZeneva car il provoque trop d'effets secondaires. Au final, c'est à chacun, en son âme et conscience, de décider s'il veut ou pas se faire vacciner. En attendant, en France, se faire vacciner relève du parcours du combattant... faute de vaccins !

ECONOMIE

Faut-il rembourser la dette ? Oui. C'est plus prudent. Voici pourquoi.

Soit on fait rouler la dette, c'est à dire qu'à chaque échéance on réemprunte. Et la charge de la dette va s'alourdir. Tant que les taux sont très bas ou négatifs c'est pas insupportable. Mais ils ne le resteront pas. Les taux réels n'ont jamais été négatifs dans l'histoire de l'humanité (sauf, pendant quelques semaines en Suisse au pire du premier choc pétrolier). Philosophiquement, c'est une absurdité : le taux, c'est le prix de la consommation différée, des taux négatifs, ça signifie que pour les acteurs qui les acceptent (qui sont contraints de les accepter, en fait) le futur est plus certain que le présent. C'est absurde. On sait ce qui arrive aux barrages qu'on monte sans fin...

D'ailleurs les taux légèrement négatifs auxquels la France empruntait depuis un peu plus d'un an sont repassés en légèrement positifs ces dernières semaines.

Faire rouler la dette peut finir de deux manière principales :

- Soit on profite de l'inflation (mais je le répète l'inflation c'est la hausse des prix ET des salaires, ça paraît assez improbable pour l'instant) ou d'une dévaluation hypothétique (par exemple si retour au Franc) pour rembourser en monnaie de singe.

- Soit on fait une jolie faillite.

Ne pas rembourser c'est, cas particulier de faillite, c'est faire faillite volontairement.

Mais la dette publique il n'y en a pas que dans la BCE (ça poserait déjà des problèmes graves de stabilité interne de l'euro si on la supprimait des livres de la BCE).

Il y a des gens qui en détiennent, et qui pourraient s'énerver si on ne les rembourse pas. Depuis les rétorsions économiques jusqu'à la déstabilisation politique ou la guerre.

Et surtout une partie notable de la dette publique française est détenue par des épargnants Français ou européens. En particulier dans leurs assurance vie, en

France. Ça risque d'être compliqué de leur dire que volontairement, sans y être contraint par la faillite, on va leur piquer 20, 30 ou 60% de leur épargne.

Quand on s'est amusé à faire ça en 1797, ça s'est appelé la faillite des deux tiers. Les gens qui avaient 100 d'épargne, ils se sont retrouvés avec 33 du jour au lendemain. Et on leur a dit qu'on ne leur rembourserait jamais le capital, qu'on leur servirait seulement les intérêts à perpétuité (en fait ça s'est pour l'essentiel arrêté en 1914 et pour le reliquat en 1940).

La seule manière de s'enrichir c'est de créer de la richesse. S'enrichir en ne payant pas ses dettes, c'est voler des gens. Et en l'occurrence ce serait en grande partie voler les épargnants français pour arranger les bidons des politiciens français.

C'est parfaitement possible. Mais c'est immoral. Et les épargnants - c'est-à-dire quand même une grande partie du corps électoral -, en mettant le problème moral à part, ne se laisseront sans doute pas faire facilement.

En 1797 on avait un général Corse derrière pour arranger les choses. Ça nous a coûté une dictature militaire, 15 ans de guerres incessantes, un bon million de morts, une défaite. Plus de jolis uniformes à plumets, c'est vrai...

Est-ce que ça en vaut le coup ?

Pour être complet l'argument selon lequel après une faillite volontaire les marchés ne prêteront plus est une absurdité : ils prêteront mieux, puisqu'ils prêteront à un pays désormais sans dette... du moins sans faire entrer en ligne de compte des considérations politiques qui elles peuvent empêcher de prêter.)